BODACC

BULLETIN OFFICIEL DES
ANNONCES CIVILES ET COMMERCIALES
ANNEXÉ AU JOURNAL OFFICIEL DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PREMIER MINISTRE
Liberté
Égalité
Fraternité
Direction de l'information légale et administrative

DIRECTION DE L'INFORMATION LÉGALE ET ADMINISTRATIVE
26, rue Desaix, 75727 PARIS CEDEX 15
www.dila.premier-ministre.gouv.fr
www.bodacc.fr
-

## BODACC « A »

## Annonce n° 1413

## 59 – NORD

## GREFFE DU TRIBUNAL DE COMMERCE DE DUNKERQUE

## Créations d'établissements

103 515 722 RCS Dunkerque.
**ANCRAGES.**
*Forme :* Société Anonyme à Conseil d'Administration.
*Administration :* Président du conseil d'administration : VANDAELE Jean-Pierre Marc nom d'usage : VANDAELE. Directeur général : VANDAELE Jean-Pierre Marc nom d'usage : VANDAELE. Directeur général délégué : BOCQUIN Christophe Fabrice Rose-May nom d'usage : BOCQUIN. Administrateur : VANDAELE Jean-Pierre Marc nom d'usage : VANDAELE. Administrateur : SGARD Bertrand Paul Charles nom d'usage : SGARD. Administrateur : LEGER Benoit Bruno nom d'usage : LEGER. Administrateur : Sa d'écon mixte locale SAEM DE DEVELOPPEMENT DU DUNKERQUOIS représenté(e) par GUILBERT Maryline Dominique nom d'usage : GUILBERT. Administrateur : Etablissement public administratif CAISSE DES DEPOTS ET CONSIGNATIONS représenté(e) par LOUEMBE Marie-Claude Christine nom d'usage : LOUEMBE. Commissaire aux comptes titulaire : SA à conseil d'administration KPMG SA.
*Capital :* 2000000.00 EUR.
*Adresse :* 124, Rue Du Magasin Général, 59140 Dunkerque.
*Activité :* Réaliser toute opération permettant d'améliorer et d'assurer le développement des activités économiques et commerciales et plus particulièrement en procédant à l'acquisition, la détention et la gestion de terrains à vocation économique et/ou industrielle, la mise à disposition de ces terrains au moyen de baux à construction ou de tout autre dispositif juridique permettant de dissocier la propriété foncière de la propriété bâtie. La promotion, le développement et la gestion de projets immobiliers en lien avec les collectivités et acteurs économiques, dans le respect d'objectifs d'intérêt général tels que la lutte contre la spéculation foncière, la maitrise publique et l'affectation des sols et le soutien à l'activité économique et à l'emploi..
*Date de commencement d'activité :* 13 mars 2026.